16. blâmer la fonction publique

Pourquoi nous blâmons la fonction publique

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005 - 19 janvier 2023 à suiv:

Il y a quelques jours, nous avons couvert en détail ce que nous tenons contre le sous-traitant militaire dirigé par le sous-traitant de la British Crown Municipal Corporation en tant que force territoriale du mercenaire, l'équivalent d'un Raj américain. Nous tournons maintenant notre attention vers la fonction publique fédérale et ses péchés contre leurs employeurs américains.

La fonction publique fédérale constitue l'autre partie qui est nécessaire pour maintenir la fausse fraude du conflit mercenaire et de la substitution gouvernementale pendant plus de 150 ans. Ce sont les héritiers des fonctionnaires fédéraux qui ont combattu dans la soi-disant guerre civile américaine avec les forces de l'État d'État du Sud connues sous le nom d'États confédérés d'Amérique.

Les Sudistes ont eu la bonne grâce et l'honnêteté d'admettre qu'ils fonctionnaient comme des "États confédérés" et non comme de véritables "États", et admettant ainsi au moins tacitement qu'ils étaient engagés dans un conflit mercenaire, et non comme une véritable guerre déclarée.

La fin militaire de ce crime géant a été promue par la Grande-Bretagne et la Couronne opérant à titre territorial, tandis que la fin du service civil et en particulier le service postal fédéral, ont été traitées directement par le Saint-Siège et ses sous-traitants depuis le tout début.

Ce rôle initial des employés d'origine du Saint-Empire romain germanique était très limité, mais comme nous le verrons, ces positions et l'utilisation de ces bureaucrates comme "esclaves" de l'armée territoriale britannique ont eu un effet profond et gravement préjudiciable pour eux et pour nous , à partir des années 1930 sous l'administration de Franklin Delano Roosevelt.

Il était sous mandat du FDR de créer autant d'emplois fédéraux que possible que des dizaines de nouveaux ministères et plus de 350 «agences fédérales» ont été créés, et environ 85% de ces nouvelles sociétés municipales et du personnel fédéral n'avaient rien à voir avec l'armée. Il s'agissait principalement de bureaucrates civils, opérant initialement sous la direction du Saint-Siège et de ses sous-traitants de la Corporation municipale --- et pendant un certain temps, tout s'est bien passé.

La partie insidieuse, autre que le fardeau supplémentaire et largement inutile de tous ces nouveaux employés fédéraux pour nous, leurs fidèles employeurs, est venue avec deux innovations ultérieures: (1) l'utilisation des membres de la fonction publique fédérale pour dupliquer le travail des sous-traitants du gouvernement territorial faisaient déjà, et (2) vendaient et / ou perdaient autrement le contrôle de certaines "agences fédérales" clés --- surtout, le Federal Bureau of Investigation (FBI), le United States Marshals Service, la Central Intelligence Agency (CIA), le United States Treasury, le United States Patent and Trademark Office et le Bureau of Alcohol, Tobacco, and Firearms.

À la suite des nouveaux ministères et organismes «fédéraux» du FDR, nous avons soudainement eu une duplication des services partout et nous étions obligés de payer les deux. Nous avons fait opérer le ministère britannique du Travail et le «DOL» sous la direction du fournisseur de la fonction publique fédérale faisant le même travail, et pour la plupart, le service réel a été fourni par la fonction publique fédérale, l'homologue territorial prenant son aisance et assumant une position de «surveillance».

Ces deux systèmes, qui ont été soit repris à la suite de la guerre civile par les forces militaires territoriales sur une base "urgence", soit ajoutés plus tard dans le cadre du FDR, n'ont, pour la plupart, jamais été censés être exploités par ces deux étrangers Sous-traitants de la Corporation municipale.

L'armée territoriale était censée nous aider sur les «voies de navigation intérieure en haute mer et navigables» et la fonction publique fédérale était censée diriger le bureau de poste, et pratiquement toutes les autres fonctions étaient destinées à être gérées par le sous-traitant fédéral américain. , notre propre République fédérale américaine.

Au lieu d'aider et de défendre leurs employeurs, ces sociétés municipales renégates opérant à partir du district de Columbia sont actuellement engagées en prétendant qu'elles sont des représentants de notre République fédérale américaine - une propriété et un intérêt qui, encore une fois, appartiennent à leurs employeurs, pas à leur.

Donald Trump et ses partisans de l'armée territoriale ont signalé à plusieurs reprises leur intention de substituer leur société "Président" à notre président de la République fédérale, ce qui est tout à fait inapproprié, et ce qui équivaudrait à un autre régime britannique de fraude à la substitution territoriale.

Compte tenu du résultat final de permettre à une Confédération des États d'État d'exister et de diriger la République fédérale, notre sous-traitant fédéral américain, qui était censé fournir la surveillance et la majorité des dix-huit services énumérés, nous ne pouvons pas choisir de

ressusciter la Confédération défaillante du tout. Telle est, comme elle l'a toujours été, la prérogative des États de l'Union.

Au fil des années et le public américain s'est endormi (après tout, les services ont été fournis et on ne nous a jamais dit explicitement quel sous-traitant était responsable de quel service) les deux sous-traitants de la Municipal Corporation étrangers restants ont englouti avec impatience tout le travail destiné aux travailleurs de la République fédérale et n'a jamais dit un mot. Les bureaucrates de la fonction publique fédérale, comme leurs homologues militaires territoriaux, ne se sont jamais tournés vers leurs employeurs réels et ont dit: "Pourquoi faisons-nous ce service pour vous, alors que votre propre sous-traitant américain est censé le faire?"

Si nous pouvions rester endormis, ces deux sociétés municipales étrangères complices (depuis 1937) et leurs «présidents» pourraient continuer à contrôler et à évaluer le coût de ce qui restait du gouvernement fédéral comme bon leur semble, emprunter les pouvoirs coercitifs qu'ils ont choisis, accéder à notre crédit sans notre autorisation et nous, leurs employeurs, ne serions pas plus sages. C'est, en fait, ce qui a été pratiqué contre nous et contre nos intérêts.

Nous blâmons également les militaires et la fonction publique fédérale civile pour leur fausse déclaration intéressée de leurs employeurs américains, leur non-divulgation à leurs employeurs et les nombreux stratagèmes de fraude qu'ils ont utilisés contre leurs employeurs pour leur propre bénéfice.

L'histoire américaine a disparu de nos écoles publiques et seule l'histoire des "États-Unis" a été présentée, laissant aux gens l'idée que seuls les citoyens "américains" existent et que la citoyenneté est le seul statut politique disponible pour les Américains.

Nous avons été systématiquement et délibérément enregistrés en tant que citoyens étrangers et dépouillés de notre statut politique naturel en tant que ressortissants de nos États-nations de l'Union dans des conditions de fausse déclaration, de tromperie, de non-divulgation et de couleur de droit par des personnes employées par les mêmes sociétés municipales en discussion.

De plus en plus de pouvoirs coercitifs ont été assumés par le personnel dit "fédéral" et l'Internal Revenue Service et l'IRS ont été libérés comme des chiens vicieux sur le grand public de ce pays et nous avons été obligés de payer "l'impôt fédéral sur le revenu" sur nos revenus du secteur privé, sans jamais recevoir un sou de revenu fédéral réel.

L'armée territoriale, avide de plus de payola et de pouvoir, est devenue experte dans la génération d'événements et de propagande sous faux drapeau, accéléré par leur contrôle de nos ondes via la Federal Communications Commission (FCC) et l'espace aérien (FAA) et les médias --- avec pour résultat que le peuple américain a été délibérément induit en erreur en entreprenant (et en payant) deux guerres mondiales et littéralement des centaines de des conflits mercenaires moindres pour leur bénéfice d'entreprise.

Tous ces combats, destructions et bombes dans les airs ne faisaient pas non plus les autres pays qui étaient les cibles et les victimes de cette guerre voilée et intéressée. Leur paix, leurs progrès et leur bonheur ont été constamment perturbés par ces sociétés municipales se faisant passer pour des gouvernements, alors qu'en fait, ce sont des organisations commerciales qui fournissent des

services gouvernementaux et n'ont pas le pouvoir de fonctionner dans les capacités d'un gouvernement réel --- et aucun droit naturel d'exister.

Toutes les organisations militaires territoriales occupant la Grande-Bretagne, l'ancien Commonwealth, les États-Unis, dix-sept pays d'Europe occidentale, la Corée du Sud et le Japon avaient leur propre version du Raj, mais de plus en plus ils étaient tous liés, continent par continent, et placés sous une structure de commandement centrale qui était à son tour directement liée à leurs partis politiques et à leurs "présidents" de la Société municipale étrangère".

Toute cette misère et cette criminalité ont été apportées sur nos côtes et nous avons été utilisés à la fois comme argent et comme matériel pour produire ce résultat final, par deux sociétés municipales étrangères qui étaient censées être ici pour nous fournir (1) une assistance en haute mer. et Navigable Inland Waterways et (2) le service postal.

Plus récemment, la fonction publique fédérale a été armée jusqu'aux dents avec du matériel militaire excédentaire et plus de 800 camps FEMA ont été construits sur notre sol, tandis que les employés du FBI, de la CIA, du BATF, de l'IRS, du MJ, etc., qui sont tous détenus et exploités par la Corporation municipale dba DEPARTEMENT DEFENSE, INC. ont été nourris de tout un tas de mensonges sur des "insurgistes"criminels "citoyens souverains "--- c'est-à-dire leurs anciens employeurs américains perdus depuis longtemps, irrespectueux et déformés qui ont remarqué que les tribunaux de district militaires non autorisés ne fonctionnent pas comme des cours de justice et que leurs propres garanties constitutionnelles à des choses telles que la liberté la parole et le droit de porter des armes ne sont pas honorés par leurs propres employés publics.

Beaucoup ont également remarqué la criminalité ouverte de Joe Biden opérant comme ce qui semble être notre président américain, tout en exploitant un "président" de la Corporation municipale étrangère, permettant des pillages et des émeutes insensés dans tout le pays, permettant et promouvant le génocide des vaccins, et seul un imbécile manquerait le fait qu'il menaçait de faire exploser les pipelines Nordstream --- et l'a fait, au détriment de nos alliés traditionnels dans toute l'Europe.

De nombreux Américains ont également remarqué que, malgré son sens des affaires bien meilleur et son penchant apparent pour ce pays, Donald Trump a promu le même génocide de vaccin et a fait beaucoup de coups de sabre pour l'armée territoriale qui a essayé de générer une excuse pour la guerre mondiale. III.

Ce que nous avons ici, déguisé "en" notre gouvernement, ce n'est pas notre gouvernement --- ce ne sont que deux sous-traitants de la Municipal Corporation hors de contrôle et intéressés hébergés dans le district de Columbia - des entités qui sont censées nous fournir " services gouvernementaux essentiels "de bonne foi, mais qui fonctionnent tous deux sous de faux prétextes et en violation de la confiance et
contrat de service à la place.

Tous ces problèmes auraient pu être résolus il y a longtemps par l'une ou l'autre des sociétés municipales, mais ils ont plutôt choisi de donner du pouvoir et de tromper et de dénaturer leurs

employeurs. L'un ou l'autre aurait pu être honnête et a demandé conseil au peuple américain, à nos citoyens d'État.

Nous souhaitons que ces sous-traitants des sociétés municipales soient liquidés en notre faveur et transférés à notre contrôle direct. Nous souhaitons mettre fin à toutes les présomptions d '"urgences" et de "guerres" et "intérêts de garde" sur ou dans notre sol, l'enlèvement des districts militaires étrangers et des tribunaux de district militaire, la fin de toutes les occupations militaires par les forces dites territoriales , la fin des présomptions de l'Internal Revenue Service / IRS selon lesquelles nos revenus sont des revenus fédéraux, le respect de nos garanties constitutionnelles de la part de tous les employés de la Corporation municipale et de l'État et du comté de franchise, la fin de tous les préparatifs pour un autre
"guerre civile" illégale, illégale et immorale sur notre sol --- alors qu'en fait, en fin de compte, toutes ces sociétés sont détenues et exploitées par les mêmes personnes.

Il n'y a même pas deux parties à ce prétendu conflit, et toutes les sociétés municipales concernées, à la fois celles hébergées dans le district de Columbia et les organisations associées occupant des enclaves similaires à travers le monde, ont violé le privilège de l'incorporation et la base de leur propre existence. Ils sont tous fortement engagés dans des activités illégales depuis 1840 en Grande-Bretagne, 1860 aux États-Unis, 1917 dans l'ancien Commonwealth et à nouveau dans les années 1960 dans tout l'ancien Commonwealth, 1939 en Europe occidentale et au Japon, 1950 en Corée du Sud ... la liste continue.

Nous souhaitons que tous les "gouvernements" bidons promus par ces sociétés municipales s'effondrent en faveur des gouvernements légaux réels de chaque pays.

Nous souhaitons que les banques ferment l'accès illégal et illégal que ces sociétés municipales renégates ont eu à nos ressources de crédit. Nous souhaitons que nos comptes, à la fois des dépôts de crédit et des actifs matériels, soient restaurés et rouverts sous notre propre contrôle, et que toutes les parties concernées reconnaissent que le gouvernement américain légal est présent, est en session et est compétent pour faire des affaires et gérer son propres affaires.

Nous avons affrété nos propres banques dans le but de distribuer des crédits prépayés aux victimes via notre propre système de banque commerciale, et dans le but de distribuer notre propre argent adossé à des actifs, notre célèbre dollar américain, notre argent adossé à de l'or American Federation Dollar, et des certificats pour les mêmes, par le biais de nos banques commerciales internationales.

Nous recommandons de fermer les banques centrales comme une expérience ratée et principalement criminelle; leur contrôle des produits de base, et en particulier des produits monétaires, n'a pas conduit à la sécurité, à la stabilité et à l'économie mondiale pacifique qu'ils ont annoncées à la suite de leurs activités.

Comme tout le reste, les fonctions potentiellement utiles et positives des banques centrales ont été sapées et usurpées par les sociétés municipales criminelles opérant "en tant que" gouvernements, et les fonctions de la banque centrale ont plutôt été utilisées pour promouvoir les agendas politiques et économiques dictés par ces sociétés commerciales.

Plus précisément, la capacité des banques centrales à imposer des soi-disant "sanctions économiques" a été motivée politiquement et économiquement par ces sociétés municipales renégates au lieu d'être motivée dans l'intérêt de la sécurité économique mondiale ou même nationale, de la stabilité et de la paix. Leur contrôle des monnaies nationales n'a pas globalement conduit à la fin de la contrefaçon --- au lieu de cela, nous avons subi le pire épisode de contrefaçon internationale de l'histoire mondiale orchestré par l'administration Obama. De même, le système des banques centrales n'a pas réussi à contrôler l'inflation généralisée et la déflation des devises et la manipulation des devises à des fins commerciales illicites.

À tout le moins, une compréhension transparente du système des banques centrales, un leadership bancaire responsable devant le public et la fin de la manipulation intéressée du système au profit des sociétés municipales en discussion entraîneraient une probabilité beaucoup plus grande de succès dans la réalisation des avantages potentiels de la banque centrale et servirait à limiter les abus de celle-ci.

Délivré par:
Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
7 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:27 UTC by Bee